

Sortir de l'Union Européenne ? Mieux ! En être sortis de force !

écrit par Jacques Lenormand | 22 août 2023





SORTIE

Sortir de l'Union Européenne ? Mieux : en être sortis par eux !

Tous les jours, l'Union Européenne nous donne l'occasion de maudire le jour où la France s'est vendue à cet abattoir des identités nationales. Le tout récent scandale de l'Américaine [Fiona Scott Morton](#) nommée d'autorité, sans que les Européens ne soient consultés, à la direction de l'Economie et de la concurrence à Bruxelles, donne raison aux eurosceptiques. Quel amateurisme à la Commission

européenne ! Et quel machiavélisme de la part de ceux qui travaillent à nier et combattre nos identités !

Mais le débarquement de cette intruse dans la minute suivant sa nomination nous apporte de l'espoir : lorsque les peuples réagissent, Bruxelles cale et recule.

Nous sommes des millions de Français à déplorer que notre Nation ait été dépossédée de ses pouvoirs souverains : ils ont été confiés, vendus, bradés à des dirigeants européens (pour le moment, mais pour combien de temps encore ?) non-élus mais nommés par nos dirigeants nationaux nous trahissant. Nous avons tous des motifs, communs ou personnels, pour refuser cette Europe-là, cette descente et cette régression mondialiste et uniformisante qui nous appauvrissent et nous condamnent à disparaître dans la misère.

Simple copié-collé de l'article paru lundi 21 août dans 'Résistance Républicaine' sous la signature de Christine : « Bon, voilà le bilan du Machin de Bruxelles sur la France!

-Les faillites explosent!

-Les agressions explosent!

-Les prix de la nourriture explosent

- Les prix du carburant explosent

- Notre endettement explose!

- L'accroissement de la richesse des plus riches explose!

- La pauvreté des plus pauvres explose!

-Le nombre d'enfants disparus explose! (Mais où sont-ils donc passés?)

-Le nombre des nouveaux immigrés explose!

- Les taxes explosent!
- Les effets secondaires des vaccins explosent!
- Le nombre d'enterrements explose ! Aurons-nous assez de places dans les cimetières?
- La mortalité infantile explose!
- Les indemnités des zélus explosent!
- Le nombre d'éoliennes inutiles explose!
- Le nombre de méthaniseurs explose!
- Le nombre d'élus pris la main dans le sac explose!
- Le nombre de lois liberticides explose!
- Le nombre de caméras espion explose!!! Il en mettent partout!!! Même maintenant sur le moindre rond-point des petites départementales!!! On est surveillés de partout à peine on sort de chez soi!!! C'est effrayant! **C'est des malades qui nous gouvernent!!!**

Etc.

Merci l'UE!

Merci les Etats Unis d'Europe!

Tous ruinés! Tous couillonnés!

Et maintenant, on fait quoi?

On attend la mort tranquille, la tête dans le sable?

Source : ''Alliance pour la souveraineté de la France'' »

Voilà le constat. Et, cependant, aucun candidat à l'élection présidentielle, aucun parti de gouvernement, ne peut

emporter un vote majoritaire en se présentant avec pour seul programme ''Sortir de l'Europe''. Paradoxalement, afficher ce but équivaut à perdre l'élection à coup sûr. Les statistiques et diverses études d'opinions ne varient pas : ''sortir de l'Europe'' et revenir au franc comme monnaie, sont des repoussoirs. C'est un fait, c'est ainsi.

Et si, au lieu de ''sortir de l'Europe'', nous nous faisons sortir de l'Union Européenne, chasser comme des malpropres à cause de notre ''mauvaise'' conduite ?

C'est un doux rêve, bien sûr, et ce ne sera pas facile, mais qui aurait cru que Fiona Scott Morton, imposée par les plus hautes autorités de l'Union Européenne, qui se déclaraient inflexibles et sûres de leur bon choix, allait si vite dégager ? L'U. E. n'est pas invincible et elle n'est qu'un outil au service de ceux qui la financent, les citoyens des pays d'Europe.

Le seul fait que notre pays décide, par exemple suite à un référendum, d'être ''une France sans islam'' suffirait à nous faire virer de l'Union Européenne comme des racistes !

Les dirigeants de l'U. E. ont tellement intégré l'idée que l'islam était une religion à respecter comme les autres religions, innocente et sans intentions malhonnêtes et de conquête, qu'ils ont imposé aux peuples le concept tordu que l'islam faisait partie de notre identité et de l'identité européenne. **Ainsi, l'U. E. vient-elle d'exclure des programmes Erasmus la Hongrie de ce méchant V. Orban qui fait des misères aux conquérants musulmans.** L'U.E. transforme sous nos yeux le budget qu'elle se vote et que nous finançons en arme politique et elle nous fait chanter, menaçant les récalcitrants d'expulsion. Après le cobaye hongrois, qui sera le prochain expulsé sur la liste ? **Portons-nous volontaires !**

Nous ne ferons pas changer d'idée les dirigeants de l'U. E..

Mais nous pourrions, si nous nous y prenons bien, les sidérer par l'expression démocratique de la volonté d'une majorité de Français de vouloir une France sans islam. Si, malgré toutes les menaces d'exclusions de l'U. E., de l'O. N. U., les attaques des diverses O. N. G., Ligue des Droits de l'Homme, Amnesty, O. M. S. , etc. etc., une majorité des électeurs de la population française parvenait à voter démocratiquement notre volonté d'une France sans islam, nous mettrions l' U. E. devant le fait accompli : le Français ne veulent pas d'islam en France métropolitaine. Il ne resterait plus à ces instances extérieures à la France qu'à ruminer leurs moyens de vengeance, dont les amendes (commençons par prévenir que nous ne paierons jamais) puis l'exclusion de la France hors de l'U. E. Nous n'en serions pas sortis de nous-mêmes (solution impossible) mais nous en aurions été sortis (conséquence inévitable de notre impertinence, de notre refus de l'islam en France, de notre incapacité à comprendre les bienfaits de l'islam en Europe). Dès le départ, annonçons que nous ne paierons aucune amende qui nous serait infligée par une commission de l'U. E. en lien avec notre choix et notre volonté de nous opposer à la présence de l'islam de conquête en France. Ni que, dans ce cas de figure nous ne continuerions à payer notre « contribution » à l'UE qui nous coûte infiniment plus cher qu'elle ne nous rapporte.

Préparons-nous à être fiers de nos futures balafres. Pour notre mauvais esprit envers l'islam et les guerriers de l'islam nous serons condamnés par les diverses Ligues des Droits de l'Homme, par le Conseil Européen des Droits de l'Homme, par les Commissions européennes chargées de tout et n'importe quoi, par l'ONU, par Amnesty International et national, par Human Watch Rights, par l'OMS, par le pape, par le calife, par le grand rabbin, par les avocats sans frontières, par les femmes pour l'islam, par les hidjabeuses soumises, par Assa Traoré comme par Houria Bouteldja et par son copain Jack Lang, par Médine et par Sandrine Rousseau.

Mille balafres ! Mais l'expulsion se mérite ! Puis se fête...

L'histoire particulière de la France, incluant sa période colonisatrice et ce qui en a découlé (par exemple les accords spécifiques avec l'Algérie pour une immigration sans limites ; le regroupement familial ; la puissance des ONG et des instances extérieures sur la souveraineté de notre pays) lui ont donné une spécificité que les autres pays ne possèdent pas pour ce qui concerne l'immigration africaine et musulmane. La solution spécifiquement française s'impose donc face à son problème spécifiquement français. Ce n'est ni à l' U. E. ni à aucune instance extérieure à la France de nous dire ce que nous devons faire pour mener à bien la gouvernance de notre société.

Entre l'option politique « Sortons de l'Europe ! », vouée à l'échec, et l'option « ***Autant que ce soit l'Union Européenne qui nous sorte !*** », cette seconde option est la plus avantageuse : elle ne nous coûte rien ; elle serait la conséquence du fait que, dès le résultat connu de l'élection présidentielle, nous aurions réussi à débarrasser la France de l'islam sans que l'on puisse être accusés de racisme ni de persécution ; elle mettrait l'U. E. devant ses responsabilités, la France ayant pris les siennes à son niveau ; elle encouragerait d'autres pays menacés par l'islam à s'allier à la France pour créer une "Nouvelle Europe" des Nations ; elle restaurerait la souveraineté de la France et son droit à la différence, à l'excellence, à préserver son identité.

Notre priorité, bien calculée, n'est peut-être donc pas de vouloir « sortir de l'Europe », programme politique menant à coup sûr une impasse et à un échec. Mais de vouloir extirper l'islam de notre pays, de vouloir une France sans islam, ce qui d'abord correspond à un souhait d'une majorité de Français (les sondages l'attestent), donc à une possibilité de programme politique, et ce qui aurait pour conséquence de nous faire sortir de l'U. E., évidemment avec pertes et

fracas, mais cette décision serait de la responsabilité des dirigeants de l'Europe. Nous ferions d'une pierre deux coups. Et cette stratégie est possible, faisable, raisonnable, envisageable. **En prime, mais cela ne nous regarde pas, une Europe sans la France ne survivrait pas.**

oo

Chacun a une ou plusieurs bonnes raisons de vouloir une France sans islam. Déjà, rien qu'à ''Résistance Républicaine'', nous pouvons collecter plusieurs milliers de raisons ou motifs légitimes de vouloir extirper l'islam de notre pays. Deux petits ouvrages édités l'un par ''Résistance Républicaine'' en 2016 et l'autre par ''Riposte Laïque'' en 2017, condensent déjà une bonne partie de ces motifs et les analysent ; on peut les commander et les lire avec profit. « **Les assassins obéissent au coran** » de Christine Tasin et René d'Armor ; et « **Pourquoi et comment interdire l'islam**'' de René Marchand. J'y ajouterai l'important travail effectué sur le coran par Pascal Raines, lecteur et adhérent de ''Résistance Républicaine'', et intitulé ''**Quel dialogue possible avec l'islam du Coran ?**'' Contrairement à Salwan Momika (le gars qui piétine et brûle des livres au lieu d'argumenter leur contenu, il confond le *contenant* (livre, ordinateur, ...l'emballage) et le *contenu* (message, idéologie), Pascal Raines dissèque méthodiquement le contenu du coran et met à jour tous les appels au meurtre, à la guerre, à la haine, au racisme, à la violence, que l'islam du coran inculque aux musulmans. L'auteur met actuellement la dernière touche à un nouvel ouvrage sur l'islam, devant être édité bientôt. Partout où il y a l'islam il y a la guerre : **c'est parce que nous ne voulons pas la guerre que nous ne voulons pas l'islam en France. Cet islam qui fera la guerre tant que nous ne nous serons pas**

convertis et soumis.

Nous pouvons, de façon tout à fait légale, détailler **au moins trois raisons principales qui devraient, si on n'était pas trahis par nos élites, nos juristes et l'UE, rendre l'islam illégal en France**, nous permettant d'exiger une France sans islam :

1. L'Histoire de l'islam, qui se résume à 14 siècles de guerres offensives, d'annexions de populations, d'islamisation forcée des pays conquis, de djihad ou conquêtes par tous les moyens. Les Français ont le droit de dire NON non au djihad ? Alors ils ont le droit de dire non à l'islam ! Tout cela dans le droit fil de notre histoire et pour mettre un terme aux visées islamiques de conquête de notre pays.
2. Les nombreux appels à la guerre, à la haine, à la violence, contenus dans les textes fondateurs de l'islam, attribués au dieu Allah, donc non modifiables, inadaptables, incompatibles avec nos choix de vie et nos lois qui interdisent la diffusion de tels textes.
3. Les nombreux musulmans vivant en France où ils s'organisent en guerriers de l'islam, plaçant la sharia (dite ''divine'') avant les lois républicaines et s'opposant au respect de nos lois, de nos institutions, de notre ordre républicain, de notre paix civile. En créant des ''territoires perdus de la République'' mais devenant des ''territoires gagnés par l'islam''.

Une seule de ces 3 raisons devrait suffire à justifier l'interdiction de l'islam en France. Ces trois raisons accumulées devraient modifier l'attitude de nos dirigeants qui se sont rendus complices de l'avancée de l'islam en France. Les Français ne peuvent pas laisser leur pays sombrer et être conquis par l'islam sans réagir.

Nous avons quelques raisons supplémentaires, en 2023, d'exiger une France sans islam. Ce sont les crimes commis depuis les attentats de 2016, les coûts insupportables causés aux contribuables français par l'immigration musulmane, les émeutes et l'insécurité qui nous pourrissent la vie, la nécessité de protéger et sauver notre identité menacée et combattue par l'islam. Le conseiller et spécialiste de ces questions, Thibault de Montbrial, écrivait ces jours derniers : **« Casser l'attractivité sociale et durcir l'accès à la nationalité sont des impératifs. Des solutions existent, compatibles avec un droit européen, pourtant, hélas, devenu un obstacle en la matière. »**

A la question : « Êtes-vous favorable au retour des djihadistes en France ? » posée par «Le Figaro » à ses lecteurs, samedi 12 août, il n'y eut pas d'hésitation : **95 % de »NON ! »** avec plus de **180.000** suffrages exprimés ! Le sondage accompagnait un article annonçant qu'une organisation islamiste syrienne, en quête de reconnaissance et d'aides extérieures, proposait à ses amis turcs une première livraison de 300 prisonniers étrangers, des musulmans djihadistes, mais d'une autre obédience que la sienne (« frères », mais des salauds de frères). Parmi eux un lot de 150 musulmans djihadistes, prétendument Français (de papier) que la Turquie aimerait bien nous «vendre » contre quelque contrepartie.

De toute façon, la Turquie a pris l'habitude de les déposer à nos frontières et de nous placer devant le fait accompli, tout en nous présentant la facture, que nos dirigeants politiques honorent avec notre argent. **Les contraintes de l'Union Européenne ne nous laissent pas le choix : la France est obligée, suite aux divers traités signés, de rapatrier les djihadistes se prétendant français, de les reprendre. Sinon, la France écope de sanctions, condamnations, amendes, punitions, scandale médiatique, etc.**

Suite à ces rapatriements de djihadistes provenant de Syrie et qui nous sont livrés par la Turquie qui les a négociés bon prix, nos dirigeants politiques se font très discrets, obéissant à Bruxelles et cachant ces rapatriements honteux aux Français.

Bien sûr, les 95 % de Non ! opposés à ces rapatriements ne proviennent que des lecteurs du »Figaro », mais ce chiffre impressionnant indique qu'une large majorité de Français tout-venant se montrerait du même avis. L'Élysée et Matignon font donc profil bas et regardent ailleurs.

Une question toute simple et très proche de la précédente question posée aux lecteurs du »Figaro » serait pertinente, mais les contraintes de l'Union Européenne ne permettront jamais qu'elle puisse être posée par nos médias. De peur du résultat, vraisemblablement proche du précédent. Cette question serait : **»L'islam doit-il évoluer et n'être accepté en France que dans son aspect culte à Allah, débarrassé de tout aspect sociétal et politique ? »** ou : **»Êtes-vous favorables à une refondation complète de l'islam en France interdisant les appels à la haine, à la violence et à la guerre contenus dans le coran ? »**

La réponse serait un **»OUI ! »** massif. Un oui qui serait à juste titre perçu comme une condamnation et un refus par les Français de la politique migratoire européenne et donc française depuis 40 ans. Les Français sont en majorité hostiles à l'actuelle politique d'immigration porteuse d'islam et cause de tant de malheurs, d'insécurité, d'incivilités, de communautarismes, de dépenses induites en cent domaines liés de près et de loin à ce traumatisme qu'est l'immigration africaine imposée de force à notre pays.

La question ne sera donc pas posée par nos politiques et nos médias à l'ensemble des Français, parce que tout le monde en connaît la réponse (interdite et condamnée d'avance):

« non à l'extension de l'islam en France ! »

Mais, à l'occasion des élections, les Français peuvent cependant asséner cette même réponse interdite à la question interdite. Car un candidat ou un parti peut inclure dans son programme électoral l'engagement de mettre fin à l'immigration en France. Sous-entendu »africaine « et sous-entendu »musulmane ». Tout le monde le comprendra.

Une majorité d'électeurs serait donc intéressée. Avec les conséquences connues en cas de victoire de ce candidat, dont les sanctions de l'U. E. Et c'est là où cette façon de voir comment **sortir de l'U. E. en étant sortis** devient intéressante.

A part le vote au moment des élections, **quelle peut être notre réaction** suite à de telles maltraitances et de telles souffrances imposées aux Français par un islam en conquête, un islam dont la loi est inassimilable, irréformable, inadaptable, et dont nombre d'adeptes coûtent si cher à notre pays à tous points de vue ? Nous soumettre, fermer les yeux et nous résigner ? Imiter les responsables politiques irresponsables et nous enfermer dans le déni ? Nous étourdir dans la consommation (on nous rassure : ce serait bon pour l'économie) ? Supplier : » Encore un instant, monsieur le bourreau « ? Appliquer les paroles de notre hymne national : » Aux armes, citoyens ! Formez les bataillons ! Marchons, marchons ! Qu'un sang impur abreuve nos sillons ! « ? Espérer encore dans une politique nationale libérée des contraintes de l'Union Européenne grâce à une sortie de cette Union qui se révèle être pro-islam et indifférente au drame subi par la France et les Français ? Quel parti, quel candidat travaillent dans cette direction ?

Poursuivant notre travail de déconstruction de l'idéologie

islamique ou musulmane, à commencer par le récit de ses textes fondateurs, sur lesquels tout l'islam se maintient depuis 14 siècles, nous avons de nouvelles armes.

Ce sont les résultats des découvertes récentes faites par les archéologues et les historiens et qui ruinent le récit écrit par l'islam, ce récit qui s'est imposé à tous depuis 14 siècles comme étant l'Histoire officielle.

Or cette Histoire est désormais caduque, elle est fausse, basée sur des mensonges, et une Contre-Histoire se fait jour.

Nous opposons à l'Histoire officielle une Contre-histoire des origines de l'islam, de l'écriture du coran, du ou plutôt des Mahomet que le coran implique dans la création de l'islam. Et nous ruinons les bases sur lesquelles s'est bâti l'islam et sur lesquelles il s'épanouit depuis 14 siècles. En se faisant passer pour « une religion de paix et d'amour ». Or, sa vraie nature est d'être une armée, pas une religion ! Et une armée étrangère et de conquête n'a aucune légitimité à se trouver stationnée sur notre sol, en France.

Nos arguments et nos apports de preuves contrent et s'opposent avec raisonnement aux allégations de l'islam. Pas d'injures ni d'insultes de notre part, pas d'invectives du style de celles qu'on trouve dans le coran à l'encontre des ''mécréants'', pas de raccourcis hasardeux comme ceux employés par les propagandistes de l'islam, mais juste des faits, des preuves et des arguments issus de la raison.

En écrivant nos arguments, nous voulons donner à nos contemporains des moyens de s'opposer eux aussi à l'avancée de l'islam en France. A l'avancée de cette armée camouflée en religion. Aux victoires des guerriers de l'islam qui se font aussi connaître sous le nom de musulmans.

Aux prochaines élections présidentielles, je voterai pour le candidat ou le parti inscrivant dans son programme

l'interdiction de l'islam guerrier en France et l'interdiction d'installation en France des guerriers de l'islam et de leurs manœuvres de conquête. Non pas l'interdiction d'un culte à Allah, la liberté de croyance et de culte est inscrite dans notre Constitution ; il faudrait juste que ce culte sans lien avec l'islam porte un autre nom que islam et interdire cette armée déguisée en religion et portant le nom d'islam, ayant le coran comme manuel du guerrier. **Nous serons plus nombreux à voter pour ce programme « Une France sans islam guerrier » que pour le programme d'un autre candidat voulant « sortir de l'Europe ».** C'est le résultat qui m'intéresse.

Méritons notre expulsion !

////////////////////////////////////

La fin août est une période de torpeur et de somnolence. Mais les politiques gardent en permanence un œil ouvert : si vous avez quelques adresses de politiques susceptibles d'être intéressés par cette proposition logique, telle que « Alliance pour la Souveraineté de la France », merci de la leur adresser, telle quelle ou bien réécrite selon vos propres mots.